



Saint-Cyr-sur-Loire

ARRÊTÉ Temporaire N° 2024-1578

DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES
POLICE MUNICIPALE
Autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu les articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en application des articles L 3335-1 et L 3335-4 du Code de la Santé Publique,

Vu la demande effectuée le 9 octobre 2024, par *Madame Maylis PUENTE*, au nom de l'ASS de Parents d'élèves de l'école à Saint Joseph de Saint Cyr sur Loire.

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Madame Maylis PUENTE, Présidente est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de **1ere** Catégorie et de **3ème** Catégorie : 1 rue Fleurie.

Le samedi 7 décembre 2024 de 9 heures 00 à 14 heures 00
A l'occasion du marché de Noel.

ARTICLE DEUXIEME :

La présente autorisation devra être présentée, sur leur demande, aux agents de l'autorité.

ARTICLE TROISIEME :

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Responsable du service de la Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,
- L'intéressé pour lui servir de titre.

Hôtel de ville

Parc de la Perraudière – B.P. 139 – 37541 Saint-Cyr-sur-Loire cedex
02 47 42 80 00 / fax : 02 47 42 80 94 / info@saint-cyr-sur-loire.com
www.saint-cyr-sur-loire.com

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à SAINT-CYR-SUR-LOIRE, le neuf octobre deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,
Le Cinquième Adjoint délégué
A la Sécurité Publique,

Fabrice BOIGARD.



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet

ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE

15 OCT. 2024

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité, compte tenu de son affichage, de sa publication ou de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,
Le Cinquième Adjoint délégué
A la Sécurité Publique,



Fabrice BOIGARD

